



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



UNIVERSITÉ DE CAEN NORMANDIE

DIRECTION DE LA COMMANDE PUBLIQUE

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

MARCHÉ DE PRESTATION DE SERVICE PASSÉ EN APPEL D'OFFRES OUVERT

**ACCORD-CADRE DE MAINTENANCE DES SYSTEMES DE SECURITE INCENDIE ET
DESENFUMAGE MECANIQUE, DES MOYENS FIXES D'EXTINCTION ET DES
MATERIELS DE DESENFUMAGE NATUREL NON-ASSERVIS AVEC ASTREINTE**

MARCHE N° 2025950ACPS023



Normandie Université

Campus 1
Esplanade de la Paix · CS 14032 · 14032 Caen cedex 5
marches.publics@unicaen.fr
www.unicaen.fr

Table des matières

Article 1 - Objet du contrat.....	4
1.1 - Contexte / Allotissement.....	4
1.2 - Définition du besoin à couvrir et description technique	4
1.2.1 - Définition du besoin à couvrir	4
1.2.2 - Description technique	4
1.3 - Prestations annexes	4
1.3.1 - Garantie des prestations	4
1.3.2 - Maintenance des prestations.....	4
1.4 - Variantes	5
Article 2 - Localisation et temporalité	5
2.1 - Lieux d'exécution	5
Le détail des sites est inscrit à l'article 2 du CCTP.....	5
2.2 - Date et délai d'exécution et reconduction.....	5
2.2.1 - Date de démarrage.....	5
2.2.2 - Délai d'exécution et prolongation.....	5
2.2.3 – Présentation et délais des bons de commande	6
Article 3 - Dispositions générales du contrat	6
3.1 - Type d'accord-cadre.....	6
3.2 - Marché complémentaire / Prestations similaires	7
3.2.1 - Marché complémentaire.....	7
3.2.2 - Prestations similaires	7
3.3 - Exclusions	7
3.4 - Pièces contractuelles.....	7
Article 4 - Confidentialité et mesure de sécurité	8
Article 5 - Prix	8
5.1 - Caractéristiques des prix pratiqué	8
5.2- Modalités d'actualisation des prix	8
5.3- Modalités de révision des prix	8
Clause limite dite de « sauvegarde » pour les prix des BPU	9
Article 6 – Avance.....	9
Article 7- Modalités de règlement des comptes	9
7.1- Acomptes et paiements partiels définitifs	9
7.2 - Présentation des demandes de paiement	10
7.3 - Délai global de paiement.....	11
7.4 - Paiement des cotraitants et sous-traitants.....	11

Article 8 - Clause environnementale	11
Article 9 - Pénalités.....	11
9.1 - Pénalités de retard	12
9.2 - Pénalité pour manquement aux obligations contractuelles	12
Article 10 - Clause de réexamen.....	13
Article 11 - Circulation des pièces administratives	13
Article 12 – Constations de l'exécution des prestations	14
Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.....	14
Article 13 - Assurances	14
Article 14 - Résiliation du contrat.....	14
14.1 - Conditions de résiliation.....	14
14.2 - Arrêt des prestations.....	14
Article 15 - Redressement ou liquidation judiciaire	15
Article 16 - Règlement des litiges et langues	15
Article 17 - Dérogations.....	15

Article 1 - Objet du contrat

1.1 - Contexte / Allotissement

Le présent accord-cadre concerne **la maintenance des systèmes de sécurité incendie et désenfumage mécanique, des moyens fixes d'extinction et des matériels de désenfumage naturel non-asservis avec astreinte.**

L'accord-cadre fait l'objet d'un lot unique.

Le pouvoir adjudicateur a décidé de ne pas allotir cette consultation pour les motifs suivants : au vu des caractéristiques du présent marché, la décomposition en lot entraînerait une complexité de gestion accrue et des offres financières moins pertinentes.

1.2 - Définition du besoin à couvrir et description technique

1.2.1 - Définition du besoin à couvrir

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Le descriptif technique du présent accord-cadre est détaillé dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)

La présente consultation ne comporte pas de prestations supplémentaires éventuelles.

1.2.2 - Description technique

Les codes CPV principal de l'accord-cadre sont :

- 50324200-4 - Services de maintenance préventive
- 50324100-3 - Services de maintenance de systèmes
- 51700000 - Services d'installation de matériel de protection contre l'incendie

1.3 - Prestations annexes

1.3.1 - Garantie des prestations

Les prestations livrées font l'objet d'une garantie minimale d'un an, selon l'article 33 du CCAG-FCS. Le point de départ de ce délai de garantie est la date de réception pour les équipements neufs et de la date d'intervention pour les autres cas.

1.3.2 - Maintenance des prestations

La maintenance des prestations livrées, comprend les interventions demandées par le pouvoir adjudicateur en cas de fonctionnement défectueux de l'un des éléments faisant l'objet du marché, ainsi que l'entretien préventif, conformément à l'article 32 du CCAG-FCS.

1.4 - Variantes

L'université laisse la possibilité aux candidats de présenter des variantes à l'offre de base en indiquant clairement dans leur offre qu'il s'agit d'une proposition de variante. Pour présenter une variante le candidat doit obligatoirement avoir proposé une offre de base conforme aux exigences du présent DCE.

Les variantes doivent respecter les exigences techniques minimales indiquées au DCE.

Le nombre maximum de variant pouvant être présentées est limité à deux.

Elles doivent conduire à des propositions techniques ou financières équivalentes ou plus performantes ou encore aboutir à une amélioration de l'offre en matière de responsabilité environnementale ou sociale. Une proposition de matériel dit « d'occasion », ayant fait l'objet d'une vérification de bon fonctionnement ou ayant été utilisé à des fins de démonstration est possible.

Article 2 - Localisation et temporalité

2.1 - Lieux d'exécution

Le présent marché concerne l'ensemble des sites l'Université de Caen Normandie.

Lieux d'exécution : l'ensemble des sites de l'Université de Caen dont la liste est disponible ici : <https://www.unicaen.fr/universite/decouvrir/territoire/>

Le détail des sites est inscrit à l'article 2 du CCTP.

2.2 - Date et délai d'exécution et reconduction

2.2.1 - Date de démarrage

L'accord-cadre débute le **01 octobre 2025** ou à sa notification si celle-ci est postérieure.

2.2.2 - Délai d'exécution et prolongation

L'accord-cadre est notifié pour une période initiale d'un an.

L'accord-cadre peut être reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues est 4 ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 2 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

Toutefois, il peut prendre fin avant ce délai dès que son montant maximum est atteint.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13 du CCAG-FCS.

2.2.3 – Présentation et délais des bons de commande

Présentation des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- le montant du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur pourront être honorés par le ou les titulaires.

Délais de bons de commande

Des bons de commandes pourront être émis jusqu'au dernier jour de l'accord-cadre. Leurs effets perdureront jusqu'à livraison des fournitures et/ou réalisation des prestations commandées. Cette durée ne peut dépasser 1 an.

Pour le domaine n° 1 (maintenance des systèmes de sécurité incendie) :

- Un bon de commande annuel sera édité pour l'ensemble des matériels cités dans l'annexe n°1 au titre de la maintenance préventive.
- Un bon de commande annuel sera édité pour l'ensemble des matériels cités dans l'annexe n°2 au titre de la maintenance corrective « garantie totale – tout inclus ».
- Un bon de commande annuel sera édité pour l'ensemble des matériels cités dans l'annexe n°4 « périmètre base » au titre de la maintenance corrective « garantie totale – tout inclus ».
- Un bon de commande sera édité à la notification du marché pour les matériels choisis au titre de la maintenance corrective et proposés à l'achat au BPU - annexe n°5 « offre du candidat ». Des bons de commande complémentaires pourront être édités en fonction des besoins

Article 3 - Dispositions générales du contrat

3.1 - Type d'accord-cadre

Cet accord-cadre mono-attributaire conclu sans minimum et avec un maximum de 1 800 000 € HT est passé en application de l'article R2162-4 du Code de la Commande Publique.

L'émission des bons de commande s'effectue sans négociation ni remise en concurrence préalable et seront notifiés au fur et à mesure du besoin.

La maintenance annuelle préventive fait l'objet d'un bon de commande annuel.

Les autres commandes (maintenance corrective, autres prestations) sont réalisées au fur et à mesure des besoins sur la base des tarifs des DPGF ou BPU et, selon les cas, sur devis.

Concernant la maintenance annuelle, les seules interventions qui ne sont pas prises en charge dans le cadre de la maintenance corrective sont les réparations dont les causes découleraient d'un acte de vandalisme ou les incidents tels que :

- Fausse manœuvre et négligences du personnel d'exploitation de l'université.
- Malveillance ou acte de vandalisme
- Dégâts survenus après incendie, foudre ou autre cause extérieure.

Ces causes doivent faire l'objet d'un constat par les services de l'université avant toute intervention, avec présentation d'un rapport météo pour les dégâts liés à la foudre.

Dans les 3 mois de la prise d'effet du présent accord-cadre, si le titulaire constate une différence entre les équipements listés et la réalité des équipements, il en informera l'Université qui procédera à la mise à jour des DPGF concernées par voie d'avenant.

3.2 - Marché complémentaire / Prestations similaires

3.2.1 - Marché complémentaire

Sans objet

3.2.2 - Prestations similaires

Un nouvel accord-cadre sans publicité ni mise en concurrence pour la réalisation des prestations similaires pourra être confié au titulaire du présent marché en application de l'article R2122-7 du Code de la Commande Publique.

Ce nouvel accord-cadre devra être conclu dans les trois ans à compter de la notification du présent marché.

3.3 - Exclusions

L'université se réserve le droit de réaliser des commandes en dehors du présent accord-cadre lorsque seules des propositions inadaptées seront proposées.

Une proposition est inadaptée si elle ne répond pas ou partiellement au besoin exprimé ou si ses conditions de réalisation (délais et tarif notamment) sont manifestement excessives en comparaison de propositions d'un opérateur économique non retenu au présent contrat.

3.4 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE)
- Les Décompositions de Prix Globaux et Forfaitaires (DPGF) et les Bordereaux de prix unitaires (BPU)
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales – FCS approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341>)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes
- L'offre technique et financière du candidat (dont le cadre de mémoire technique)
- Les pièces modificatives ultérieures (Avenants, acte de sous-traitance, DC4)

Article 4 - Confidentialité et mesure de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG. Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

Article 5 - Prix

5.1 - Caractéristiques des prix pratiqué

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, y compris les frais de port, d'installation ou de formation.

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire pour la maintenance annuelle préventive.

Lorsqu'un équipement SSI est remplacé par un neuf, le prix de la maintenance préventive et corrective – garantie totale - ne pourra en aucun cas être supérieur au prix appliqué pour l'ancien système dans la DPGF.

Lorsqu'un nouvel équipement SSI est posé dans une nouvelle construction, un devis sera demandé au titulaire.

Les prix sont forfaitaires pour tous les prix inclus dans une Décomposition du Prix Global et Forfaitaire.

Le prix sont unitaires pour tout ce qui est listé dans un Bordereau de Prix Unitaires.

5.2- Modalités d'actualisation des prix

Sans objet.

5.3- Modalités de révision des prix

Les prix sont fermes la première année.

Les prix sont révisables les années suivantes à la date anniversaire.

La révision est effectuée par l'application de la formule de révision suivante :

$$P = P_0 \times [0.15 + 0.60 \times (ICHT-IME_1 / ICHT-IME_0) + 0.25 \times (FSD1_1 / FSD1_0)]$$

dans laquelle :

P= prix révisé

Po = prix initial

ICHT-IME = indice du coût horaire du travail révisé – Tous salariés « Industries Mécaniques et Electriques

FSD1 = indice « frais et services divers »

pris respectivement au « mois zéro » et au mois n, mois anniversaire du marché.

La mois « zéro » est le mois de remise des offres finales.

Les valeurs des index sont publiées auprès des organismes suivants : INSEE, le Moniteur.

Pour la mise en œuvre de la clause de variation des prix, la valeur finale de l'index de référence est appréciée au plus tard à la date d'achèvement contractuelle de réalisation des prestations ou à la date de leur réalisation, si celle-ci est antérieure.

Les coefficients de révision sont arrondis au millième supérieur.

Clause butoir pour les prix des DPGF

L'augmentation annuelle ne pourra dépasser 5 % du prix fixé l'année précédente. Si, quelle qu'en soit la raison, le calcul de la révision dépassait un tel seuil, l'augmentation annuelle serait plafonnée à 5 %.

Clause limite dite de « sauvegarde » pour les prix des BPU

Pour les prix sur BPU, la clause limitative dite "de sauvegarde" s'applique : le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché à la date d'application de la nouvelle référence, lorsque l'augmentation de cette référence est supérieure à 2% l'an et que le titulaire refuse le plafonnement à 2%.

Article 6 – Avance

Conformément à l'option B de l'article 11.1 du CCAG-FCS, une avance de 5 % est accordée au titulaire lorsque le montant du bon de commande est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, dans les conditions des articles R-2191-3 et suivants du Code de la Commande Publique.

Nota : *Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement ...) que celles applicables au titulaire du marché.*

Article 7- Modalités de règlement des comptes

7.1- Acomptes et paiements partiels définitifs

Les prestations de maintenance préventive et corrective établies dans une DPGF seront réglées trimestriellement à terme échu avec le détail des interventions effectuées dans le trimestre avec mention des lignes en correspondance du DPGF.

Le titulaire se verra appliquer une pénalité en cas de non transmission d'une facture dans le délai de 15 jours suivant l'expiration du trimestre.

Les autres prestations seront réglées après réalisation des prestations afférentes à chaque bon de commande.

7.2 - Présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiement comportent les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du marché ;
- le numéro du bon de commande ;
- la date d'exécution des prestations ;
- la nature des prestations exécutées ;
- Le(s) site(s) concerné(s);
- La répartition financière entre co-traitants et les sommes dues aux sous-traitants
- la désignation de l'organisme débiteur
- Tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché ;
- la date de facturation.

Les demandes de paiement devront parvenir dans les conditions suivantes :

Transmission des factures via le portail Chorus pro :

<https://chorus-pro.gouv.fr/>

SIRET UNIQUE : 191 414 085 00016

CODE SERVICE UNIQUE : SFACT

Numéro d'engagement obligatoire : Format du numéro 45xxxxxxxx

NB :

En cas de non-conformité de la facture aux éléments susmentionnés, le titulaire en sera informé et sa facture sera rejetée sur le portail CHORUS PRO.

Cette information vaudra suspension du délai global de paiement jusqu'à réception d'une facture conforme.

La réalisation de CHORUS PORTAIL PRO est confiée à l'Agence pour l'Information Financière de l'Etat (AIFE). Les fournisseurs peuvent obtenir toute information utile auprès de l'AIFE :

- Site AIFE : <https://aife.economie.gouv.fr/nos-applications/chorus-pro/>
- Courriel AIFE : ccp2017.aife@finances.gouv.fr

7.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement ou de la date d'exécution des prestations si elle est postérieure.

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans aucune formalité pour le titulaire du marché le bénéfice d'intérêts moratoires conformément aux articles R2192-31 et suivants du Code de la Commande Publique.

7.4 - Paiement des cotraitants et sous-traitants

En cas de cotraitance :

Le mandataire dépose les factures des cotraitants via le portail Chorus Pro. A défaut, le mandataire devra valider les factures déposées pour les cotraitants via ce portail.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations ;

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire.

Par dérogation à l'article 12.1.3 du CCAG-FCS, chaque cotraitant est habilité à transmettre ses demandes de paiement visées par le mandataire.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du C.C.A.G.-FCS.

En cas de sous-traitance :

Le paiement des sous-traitants s'effectue conformément aux articles R2193-10 à 16 du Code de la Commande Publique via le portail Chorus pro.

Article 8 - Clause environnementale

Le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transports des produits transportés, conformément à l'article 21.1 du CCAG-FCS disposant que Le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport des produits proposés. La planification du transport de ces marchandises doit permettre, lorsque cela est compatible avec les besoins de l'acheteur, d'éviter la circulation pendant les heures de pointe. Le titulaire privilégie le transport groupé des marchandises objets du marché afin de réduire les déplacements des véhicules de livraison. Il favorise les modes de transports les plus respectueux de l'environnement, notamment les véhicules à faibles émissions, les modes de transports doux ou alternatifs à la route.

Article 9 - Pénalités

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer ou non les pénalités ci-dessous.

9.1 - Pénalités de retard

Nature du manquement	Montant de la pénalité
Retard dans la transmission du planning dans le mois de la notification de l'accord-cadre, puis tous les ans dans le mois de la reconduction tacite de l'accord-cadre	100 € / jour calendaire de retard
Retard dans la transmission d'une facture dans le délai de 15 jours de l'expiration du trimestre	100 € / jour calendaire de retard
Retard dans la réalisation d'une visite de maintenance préventive	300 € par jour calendaire de retard
Retard d'intervention en maintenance curative	100 € par intervention et par jour calendaire de retard
Retard dans la transmission des documents	30 € par document concerné et par jour calendaire de retard
Non-respect du délai d'intervention en astreinte	200 € / heure de retard

Au-delà de 15 jours de retard, une pénalité pour absence sera appliquée en plus de celle calculée pour le retard.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000,00 € pour l'ensemble du marché.

9.2 - Pénalité pour manquement aux obligations contractuelles

Les manquements du titulaire à ses obligations contractuelles peuvent donner lieu à pénalités. Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

Nature du manquement	Montant de la pénalité
Absence de transmission de la facture dans le délai de 15 jours de l'expiration du trimestre	200 € par facture concernée

Absence de détail des interventions en annexe de la facture	200 € par facture concernée
Absence de mise à jour du registre de sécurité	40 € par défaillance
Absence de transmission d'un document	100 € par document concerné
Non-respect de la tenue vestimentaire, du port d'une carte professionnelle, des règles de circulation et de stationnement	250 € / infraction constatée
Mauvais ou non fonctionnement après interventions (à partir du 3ème déplacement sur une période de 30 jours sur le même équipement)	500 € / équipement concerné
Non réalisation d'une visite de maintenance	500 € HT/ équipement concerné
Absence de changement de consommable (cartouche CO2)	40 € HT/ équipement concerné
Faute grave (de nature à fausser ou paralyser le fonctionnement d'organes de sécurité, pouvant mettre en cause la sécurité des personnes)	½ du prix annuel HT pour l'installation concernée + des poursuites judiciaires et/ou la résiliation aux torts exclusifs de l'entreprise pourront être demandées par le pouvoir adjudicateur.
Constat d'une défaillance lors d'un état des lieux intermédiaire ou de l'état des lieux sortant	200 € / par équipement concerné

9.3 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité de 150,00 €.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

Article 10 - Clause de réexamen

Les parties pourront, notamment par voie d'avenant, modifier le marché dans les conditions de l'article R2194-1 du Code de la Commande Publique. Elles pourront plus particulièrement se rencontrer, à la demande expresse de l'une d'entre elles, afin d'examiner la possibilité de faire évoluer certaines dispositions du marché, dont celles relatives aux conditions d'exécution de la prestation, d'ajout ou de retrait de prestation, ou à leur durée et ce quel qu'en soit le montant (y compris, s'agissant des accords-cadres, le montant maximum).

Ces évolutions, ne devront pas conduire à modifier substantiellement les conditions économiques du marché.

Article 11 - Circulation des pièces administratives

Concernant la circulation des pièces administratives :

- 1- Toute modification visant à l'élaboration d'un avenant est adressée à l'acheteur qui les validera et les transmettra à la Direction de la Commande Publique de l'Université de Caen Normandie.
- 2- Le titulaire du marché doit signaler à la Direction de la Commande Publique tout changement d'adresse, de Siret ou de RIB en cours de marché.
- 3- Tous les documents techniques demandés en cours de marché (notices, modes d'emploi, échantillons, etc.) seront adressés à l'acheteur.
- 4- En cas de cession de créance, celles-ci doivent être adressées à l'agent comptable de l'Université après obtention de l'exemplaire unique auprès de la Direction de la Commande Publique.
- 5- En cas d'affacturage, les pièces administratives doivent être transmises à l'agence comptable.

Article 12 – Constations de l'exécution des prestations

12.1 - Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

12.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux article 30 du CCAG-FCS.

Article 13 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Article 14 - Résiliation du contrat

14.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 et suivants du CCAG-FCS.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

14.2 - Arrêt des prestations

Conformément au chapitre 7 du CCAG-FCS, l'acheteur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, soit à la demande du titulaire, soit pour faute du titulaire, soit dans le cas des circonstances particulières.

L'acheteur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision.

La décision de résiliation du marché est notifiée au titulaire. La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

Article 15 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

Article 16 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Caen est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Article 17 - Dérogations

L'article 3.4 du présent CCAP déroge à l'article 4 du CCAG.FCS

L'article 8.4 du présent CCAP déroge à l'article 12.1.3 du CCAG.FCS

L'article 9.1 du présent CCAP déroge à l'article 14 du CCAG-FCS